

Carte postale ancienne sur laquelle figurent des survivants du génocide.



⇒ orientale de Van, on envoya les civils arméniens par convois entiers sur les routes du désert de Syrie. La plupart n'y parvinrent jamais: les autorités créèrent des conditions telles que les attaques des bandits et des bandes paramilitaires créées pour l'occasion, la fin, la soif et la maladie eurent raison du plus grand nombre. Ceux qui survécurent à cette épreuve furent parqués dans des camps, au milieu du désert, pour y mourir. Alors que la population arménienne représentait, avant la guerre, 15% au moins de la population de Turquie, elle n'en représentait plus qu'un

mieux comprendre la nature de l'événement, il n'est pas inutile de prendre un peu de recul, de remonter dans le temps, quelques décennies avant 1915.

Précisons d'emblée que les Arméniens sont l'une des populations indigènes d'Anatolie. Leur foyer de population d'origine se situe autour du mont Ararat, qui fut pour eux ce que le Nil était aux Egyptiens: une source d'eau et de fertilité qui constitua le fondement de leur civilisation. Au cours des siècles, pourtant, ils se dispersèrent, par l'effet des migrations et des réseaux commerciaux, d'abord dans la région, puis au-delà. Ils en vinrent à constituer l'une de ces minorités omniprésentes en Orient et dans le bassin méditerranéen, de Venise à Calcutta, et de Moscou à Jérusalem.

Traditionnellement, l'Empire ottoman, comme d'autres empires traditionnels, attribuait volontiers des privilèges d'ordre économique à des populations non musulmanes. Ces minorités étaient en effet exclues des postes de gouvernement, et ne pouvaient porter les armes. Elles ne pouvaient donc représenter une menace pour le pouvoir.

A partir du XIX^e siècle, l'Empire ottoman subit défaite sur défaite sur le front extérieur, et perdit une grande partie de ses domaines. Ses dirigeants prirent alors conscience du retard considérable pris par leur Etat sur les puissances européennes: ils voulurent à tout prix le moderniser et favoriser le développement de l'industrie et des infrastructures, de l'éducation, d'une administration ef-

ficace, d'un Etat de droit et d'une armée moderne.

Mais chaque réforme entreprise semblait favoriser les minorités, et notamment les Arméniens. Ils prospérèrent en matière d'éducation, dans les arts et les sciences, dans le commerce, l'artisanat, l'industrie et la finance.

Or le pouvoir et la société ottomane ne pouvaient se résoudre à concéder aux non musulmans une place dans la société en rapport avec leur nombre et leur poids économique. Le Sultan Abulhamid, arrivé au pouvoir en 1876, entreprit une politique visant à réduire leur nombre et leur poids économique: répression, imposition confiscatoire et massacres. Dès 1895, les Arméniens furent massacrés par centaines de milliers.

Indignation européenne

C'est là la dimension « domestique » de ce qui fut appelé, dès les dernières décennies du XIX^e siècle, la « Question arménienne ».

Cette barbarie provoqua l'indignation en Europe et suscita le développement d'un mouvement philarménien. En 1896, soit deux décennies avant le génocide, Jean Jaurès et, avec lui, de nombreuses personnalités européennes et américaines, parlaient déjà d'extermination des Arméniens: « Il (le Sultan) a pensé, messieurs, et pensé avec raison, qu'il n'avait, pour aboutir dans ce dessein, qu'à mettre l'Europe devant le fait accompli, devant le massacre accompli. Il l'a vue hésitante, incertaine (...) il achevait, lui, l'extermination à plein couteau, pour se débarrasser de la question arménienne, pour se débarrasser aussi de l'hypocrite importunité d'une Europe geignante et complice comme vous l'êtes (...). »

Si l'opinion occidentale s'émut, la Russie représentait, elle, la principale menace pour l'empire à l'agonie. Sa sollicitude pour les Arméniens fut perçue comme un prélude à des interventions militaires.

L'empire des sultans n'avait plus la force de se défendre contre l'armée russe. Il s'appuya alors sur la Grande-Bretagne, qui perçut l'expansion de la Russie vers la Méditerranée comme une menace pour la route des Indes, axe vital de son empire colonial, et plus généralement pour sa suprématie maritime. Mais chaque succès de la diplomatie ottomane ne fit que repousser l'échéance: la Russie resta aux portes du Caucase, et l'Empire ottoman continua de s'affaiblir.

Peu à peu, diplomates, chercheurs et journalistes ont appris à éviter le sujet qui fâche.

infime pourcentage en 1919. Aujourd'hui, quelque 60.000 Arméniens vivent encore en Turquie, soit moins de 0,1% de la population.

L'histoire du génocide, bien connue des contemporains, a fait l'objet de recherches historiques poussées ces dernières décennies. Il n'existe à ce sujet aucune contestation sérieuse parmi les historiens. Les historiens turcs crédibles reconnaissent également cet épisode peu glorieux de l'histoire de leur pays.

Fonder un Etat national turc

Comment expliquer, alors, une politique à ce point cruelle mais aussi, apparemment, contre-productive, puisqu'elle a durablement dépeuplé et appauvri des régions entières, et mobilisé une partie des forces de l'empire en pleine guerre? Pour

Les jeunes Turcs et la disparition des Arméniens

C'est dans ce contexte que les jeunes Turcs, arrivés au pouvoir en 1908, eurent l'audace de lancer leur Empire moribond dans la Première Guerre mondiale, aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche. Ils décidèrent de débarasser une fois pour toutes la Turquie d'une double menace. De la menace intérieure, celle de la perte du pouvoir sans partage exercé par les élites musulmanes. Et de la menace extérieure, celle de l'annexion du plateau arménien par la Russie, sous prétexte de protection d'une population chrétienne opprimée.

Au lendemain de la guerre, les alliés, victorieux, prirent le contrôle de Constantinople et des territoires anatoliens. Ils ne purent que constater la disparition des Arméniens de l'empire. Les vellétés de rendre justice de ce qu'on appela alors, pour la première fois dans l'histoire du droit international, un « crime contre l'humanité », seront de courte durée. En prévision de la défaite, les jeunes Turcs avaient constitué en Anatolie un réseau de résistance qui reprit le combat dès 1919. L'officier Mustafa Kemal en prit bientôt la tête, et c'est lui qui chassera les forces britanniques, françaises, italiennes et grecques, à bout de souffle après le premier conflit mondial, et leur imposera le traité de Lausanne. Il refusera que le traité mentionne le mot « Arménien ». Il dira plus tard : « *Les Arméniens n'ont aucun droit dans ce pays prospère. Ce pays a été turc dans l'histoire, reste turc à présent et sera par conséquent éternellement turc et vivra comme un pays turc.* »

Kemal veillera en effet à ce que l'on oublie les Arméniens et le génocide qui venait de se produire. Son credo ? « *Il est aussi important d'écrire l'Histoire que de la faire.* » En Turquie, on réinventait alors une histoire où les Arméniens n'avaient jamais existé. On modifia le nom des lieux, on détruisit ou dénatura les bâtiments arméniens, les livres furent réécrits et ceux qui se souvenaient furent sommés de se taire.

Pressions tous azimuts

A l'étranger aussi, les Ambassadeurs turcs mirent un point d'honneur à faire taire ceux qui veulent encore évoquer cette question désormais réglée à leurs yeux. On minimisa la population arménienne d'avant-guerre, on évoqua une rébellion, les ravages

de la guerre, des déportations qui auraient mal tourné malgré les précautions prises, la maladie...

Un épisode illustre les efforts déployés dès les années 1930 pour faire oublier les Arméniens. En 1933, le Juif autrichien Franz Werfel publia *Les 40 Jours de Musa Dagh*, un roman épique basé sur un rare épisode de résistance locale arménienne sur la montagne de Musa Dagh, en Cilicie. Le roman devint un best-seller international, et la société MGM de Hollywood s'y intéressa pour en faire un film. L'ambassadeur turc intervint et, au terme d'une campagne de lobbying intense, annonça que si ce film qui ressuscitait la question arménienne était produit, la Turquie lancerait une campagne internationale contre MGM. « La question arménienne est close », conclut-il. MGM renonça au projet...

Peu à peu, diplomates, chercheurs et journalistes apprirent à éviter le sujet qui fâche. On éluda non seulement la question du génocide, mais aussi l'évocation de la civilisation arménienne en Anatolie elle-même. La dénomination géographique « Arménie » elle-même, qui était universellement utilisée avant la guerre pour désigner la partie de l'Anatolie située autour du lac de Van et du mont Ararat, fut bannie des atlas.

La politique de la Turquie moderne

Ce furent là les premiers pas d'une campagne visant à supprimer de la mémoire du monde un peuple millénaire, désormais dispersé. Aujourd'hui, la question de la négation du génocide arménien continue de

mobiliser les Arméniens. Ce discours négationniste s'inscrit dans la continuité d'une politique de domination sans concession à l'égard des Arméniens, et cette politique ne s'est guère démentie jusqu'à nos jours.

En Turquie tout d'abord, les gouvernements turcs ont mené une politique de répression des quelques Arméniens restants. Les expropriations,

La Turquie instrumentalise les associations et les élus émigrés pour imposer le silence aux Arméniens.

les vexations et l'arbitraire politique ont continué de créer un climat de peur, même si la situation s'est incontestablement améliorée au cours de la dernière décennie.

Par rapport à la diaspora, et tout particulièrement en Europe, la Turquie reste aux aguets. Elle instrumentalise les associations et les élus émigrés pour imposer le silence aux Arméniens. L'épisode de la minute de silence au parlement bruxellois est illustratif à cet égard. Il faut bien se souvenir que, pour l'essentiel, les efforts négationnistes se font dans l'efficacité discrète des rencontres entre diplomates et politiques.

Enfin, l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 a permis la création d'une petite république indépendante sur la partie de l'Arménie conquise par la Russie au début du XIX^e siècle. Or la Turquie continue de mener à ☞



POUR EN SAVOIR PLUS

Il existe de nombreux ouvrages sur le génocide des Arméniens : plusieurs d'entre eux ont d'ailleurs été publiés à l'occasion de la commémoration du centenaire. Suggestions de lecture.

- ▷ Kevorkian R. *Le génocide des Arméniens*. Paris, Odile-Jacob, 2006. Un ouvrage de référence qui décrit en détail l'histoire et le processus du génocide.
 - ▷ Nicianian M. *Détruire les Arméniens, histoire d'un génocide*. PUF, 2015. Un ouvrage plus synthétique, publié à l'occasion du centenaire.
 - ▷ Marchand L. et Perrier G. *La Turquie et le fantôme arménien*. Paris, Actes Sud, 2013. Deux journalistes expliquent l'actualité du génocide arménien en Turquie.
 - ▷ Bozarslan H. *Histoire de la Turquie, de l'empire à nos jours*. Editions Tallandier. Paris, 2013.
 - ▷ Zürcher. E. J. *The Young Turk Legacy and Nation-Building. From the Ottoman Empire to Atatürk's Turkey*. London & New York. I.B. Tauris 2010.
- Ces deux derniers ouvrages traitent de l'histoire de la Turquie, et replacent le génocide et la question arménienne dans ce contexte. Tous deux mettent en lumière l'importance considérable de l'héritage du génocide pour la république de Turquie.



Memorial du génocide à Erevan, capitale de l'Arménie.

⇒ l'égard de ce pays une politique dont le degré d'hostilité peut surprendre : elle a refusé d'emblée d'établir des relations diplomatiques avec l'Arménie, et a maintenu depuis lors leur frontière commune fermée. Ce blocus a considérablement handicapé le développement du pays, et créé une menace extérieure supplémentaire et constante, qui a obligé le pays à s'armer et à se mettre sous la protection de Moscou.

Une certaine approche de l'exercice du pouvoir

La politique actuelle de la Turquie à l'égard des Arméniens s'inscrit dans une certaine continuité par rapport à la politique du gouvernement jeune Turc, et la politique négationniste en

des relais complaisants.

L'historien Taner Akcam, et d'autres avec lui, expliquent que l'élimination des Arméniens de l'Empire est à ce point constitutive de la fondation de la République de Turquie moderne que le reconnaître constituerait une remise en question fondamentale de son identité et de la légitimité de ses élites.

Mais cette explication doit sans doute être complétée. L'Etat turc a en effet hérité de l'Empire des sultans une manière particulière de gérer le pouvoir, et tout particulièrement ses relations avec les nations sujettes ou considérées comme vassales. Dans le passé, le pouvoir en Turquie devait rester absolu, et tous les contacts

pays, et pour la région toute entière, puisqu'elle réduit l'influence de la Turquie dans le Caucase et handicape le développement de ses provinces orientales, voisines de la frontière fermée. L'établissement de relations entre les deux pays apparaît, aux yeux du pouvoir turc, comme une concession à l'égard de la petite république d'Arménie. Il serait, par là-même, une remise en question de la suprématie turque dans la relation.

C'est pour cette raison également que la Turquie ne peut céder aux demandes arméniennes de reconnaissance du génocide arménien. Une concession sémantique serait perçue par la Turquie elle-même comme une remise en question de sa position dominante.

Le terme de « génocide » est donc devenu, aux yeux des gouvernements turcs successifs, l'instrument de mesure de leur capacité à imposer leur volonté, à dominer le discours officiel sur leur politique envers les Arméniens à l'étranger, et à occulter aux yeux du monde sa politique envers les Arméniens et envers l'Arménie.

La société civile et les démocrates turcs ont commencé à découvrir, il y a à peu près dix ans, cet aspect singulier de la question arménienne en Turquie : une tradition du pouvoir qui refuse le compromis et prétend régir la parole publique et imposer les identités. Une tradition qui préfère la guerre civile et la répression des Kurdes au compromis sur leurs droits culturels. Une tradition qui empêche la marche du pays vers un véritable Etat de droit, et rend si difficile la résolution des conflits entre la Turquie et ses voisins.

Depuis cinq ans, des démocrates turcs commémorent le génocide en Turquie. Ils en ont fait l'un des rendez-vous incontournables du calendrier politique dans le pays. La presse turque

s'en fait largement écho. Dans les années qui viennent, c'est à la fois le sort de la démocratie et celui de l'attitude du gouvernement à l'égard des Arméniens qui se joueront en Turquie. C'est pour cela qu'un nombre croissant d'entre eux se joignent désormais aux démocrates turcs : pour contribuer, à leurs côtés, au changement de ce pays.

C'est à la fois le sort de la démocratie turque et celui de l'attitude du gouvernement à l'égard des Arméniens qui se joueront dans les années qui viennent.

est une expression. Comment expliquer une telle persistance, à la fois dans la négation du crime et dans l'hostilité de la part de l'Etat à l'égard des Arméniens?

L'argumentaire négationniste se fonde sur le refus des interlocuteurs étrangers d'accepter l'inacceptable et l'incompréhensible, et sur leur propension à accepter des explications plus plausibles qu'une extermination absurde et barbare. Il a d'ailleurs trouvé parmi les Etats occidentaux

entre les autorités turques et les Arméniens devaient, et doivent encore, affirmer ce pouvoir. Cette approche reste d'actualité. Aujourd'hui encore, il ne s'agit jamais, pour le pouvoir turc, de chercher à établir une relation avec les Arméniens, mais toujours d'imposer sa volonté.

C'est pour cette raison que la Turquie n'a jamais voulu remettre en question sa politique à l'égard de l'Arménie, bien que cette politique se soit révélée dommageable pour les deux

(1) UGAB: Union générale arménienne de bienfaisance.